

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40133]

14 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire et d'autres dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de nouveaux profils de certification au 1^{er} septembre 2017

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012;

Vu l'article 55, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 3 mars 2004 'organisant l'enseignement spécialisé', tel que remplacé par le décret du 12 juillet 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2003 portant application de l'article 18 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 2010 portant des mesures d'application des articles 55 et 342 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu l'avis donné par le Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire institué par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire en date du 21 janvier 2016 et du 18 février 2016;

Vu l'avis donné par le Conseil général de Concertation pour l'enseignement spécialisé institué par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé secondaire en date du 27 janvier 2016 et du 24 mai 2017;

Vu le « test genre » du 6 juillet 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2017;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 12 octobre 2017;

Vu l'avis n^o 62.536/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots

25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	CCPQ	2524	Technicien/ Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile			
----	-----------------------	----	---	----	---	---	----	------	------	--	--	--	--

sont remplacés par :

25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	CCPQ	2524	Technicien/ Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile			01/ 09/ 2017
25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	SFMQ	2524	Technicien/ Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile		01/ 09/ 2017	

2° les mots

32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	CCPQ	3226		Charpentier/ Charpentière		
----	--------------	----	---	----	---	-----	----	------	------	--	------------------------------	--	--

sont remplacés par :

32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	CCPQ	3226		Charpentier/ Charpentière		01/ 09/ 2017
32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	SFMQ	3226		Charpentier/ Charpentière	01/ 09/ 2017	

3° les mots

83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	CCPQ	8316		Patron coiffeur/ Patronne coif- feuse		
----	-----------------	----	---	----	---	---	----	------	------	--	---	--	--

sont remplacés par :

83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	CCPQ	8316		Patron coiffeur/ Patronne coif- feuse		01/ 09/ 2017
83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	SFMQ	8326		Coiffeur/ Coiffeuse mana- ger	01/ 09/ 2017	

Les établissements qui ont organisé en 2016-2017 la 7PB « Patron coiffeur/Patronne coiffeuse » sont obligés de la transformer au 1^{er} septembre 2017 dans l'option de base groupée «Coiffeur/Coiffeuse manager» (7 PB). Cette obligation ne constitue pas une création.

Art. 2. L'annexe IIbis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire est remplacée par le texte en annexe.

Art. 3. Dans la table de transformations d'options de base groupées initialement adoptées conformément à la procédure prévue au chapitre III du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et désormais adoptées conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre figurant à l'annexe IIIbis du même arrêté, sont ajoutés les-mots suivants :

Au 1^{er} septembre 2017 :

2	7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	SFMQ	<-	7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	CCPQ
3	7 PB Charpentier/Charpentière S-O	SFMQ	<-	7 PB Charpentier/Charpentière S-O	CCPQ
8	7 PB Coiffeur/Coiffeuse manager L	SFMQ	<-	7 PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L	CCPQ

Art. 4. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2003 portant application de l'article 18 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots suivants :

7 PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L	6 P Coiffeur/Coiffeuse
---	------------------------

sont remplacés par :

7 PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L (jusqu'au 30/06/2017)	6 P Coiffeur/Coiffeuse
7 PB Coiffeur/Coiffeuse manager L (à partir du 01/09/2017)	6 P Coiffeur/Coiffeuse

Art. 5. Dans l'annexe Ire de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 2010 portant des mesures d'application des articles 55 et 342 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé les modifications suivantes apportées :

- 1° les mots « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière » sont remplacés par « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière (jusqu'au 01/09/2017) » et par « Jardinier/Jardinière d'entretien (à partir du 01/09/2017) »;
- 2° les mots « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse » sont remplacés par « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse (jusqu'au 01/09/2017) » et « Carreleur/Carreleuse (à partir du 01/09/2017) »;
- 3° les mots

Hôtellerie- alimentation	Restauration	Commis/Commise de cuisine Commis/Commise de salle Commis/Commise de cuisine de collectivité
--------------------------	--------------	---

sont remplacés par :

Hôtellerie- alimentation	Restauration	Commis/Commise de cuisine Commis/Commise de salle Commis/Commise de cuisine de collectivité Agent/Agente de fabrication du secteur alimentaire
--------------------------	--------------	---

Art. 6. § 1^{er}. Les établissements d'enseignement spécialisé qui ont organisé en 2016-2017 la formation « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière » sont obligés de la transformer au 1^{er} septembre 2017 dans la formation « Jardinier/Jardinière d'entretien ». Cette obligation ne constitue pas une création et ne nécessite pas l'introduction d'un nouveau dossier d'admission aux subventions.

§ 2. Les établissements d'enseignement spécialisé qui ont organisé en 2016-2017 la formation « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse » sont obligés de la transformer au 1^{er} septembre 2017 dans la formation « Carreleur/Carreleuse ». Cette obligation ne constitue pas une création et ne nécessite pas l'introduction d'un nouveau dossier d'admission aux subventions.

§ 3. Les élèves qui ont entamé leur parcours de formation sous les intitulés « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière » et « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse » avant le 1^{er} septembre 2017 peuvent terminer leur parcours sous ces intitulés et obtenir le certificat de qualification spécifique correspondant.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 2017.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mars 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education
M.-M. SCHYNS

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2018 modifiant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire et d'autres dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de nouveaux profils de certification au 1^{er} septembre 2017 constituant l'annexe IIbis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 'fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire'

Options de base groupées du 3^e degré des enseignements techniques de qualification et professionnel adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Secteur	Groupes	Degré	Année(s)	TQ/P	Statut	Accès	PF de référence	Origine	CPU	Code	Technique	Professionnel	Date de début	Date de suppression
2	Industrie	D3	5-6	P	R	L	Origine	SFMQ	CPU	2332		Mécanicien/ Mécanicienne d'entretien automobile	01/09/2013	
2	Industrie	D3	7	TQ	R	L	id	SFMQ	CPU	2524	Technicien/ Technicienne en mainte- nance et dia- gnostic auto- mobile		01/09/2017	
2	Industrie	D3	5-6	TQ	R		id	SFMQ	CPU	2527	Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne poly- valente auto- mobile		01/09/2013	
3	Construc- tion	D3	7	PB	R	S-O	id	SFMQ	CPU	3226		Charpentier/ Charpen- tière	01/09/2017	
3	Construc- tion	D3	5-6-7	P	R		Couvreur/ Couvreuse + Etancheur/ Etancheuse	SFMQ	CPU	3229		Couvreur- Etancheur/ Couvreuse- Etancheuse	01/09/2015	
8	Services aux personnes	D3	5-6	P	R		id	SFMQ	CPU	8314		Coiffeur / Coiffeuse	01/09/2013	
8	Services aux personnes	D3	5-6	TQ	R		id	SFMQ	CPU	8315	Esthéticien/ Esthétici- enne		01/09/2013	
8	Services aux personnes	D3	7	PB	R	L	id	SFMQ	CPU	8326		Coiffeur / Coiffeuse manager	01/09/2017	

Légende

1 - R = option réservée * R2 = option doublement réservée * SN = option sans norme de création

2 - ne s'applique qu'aux 7èmes années organisées indépendamment des 5ème et 6ème années

3 - 'id' signifie que le PF a la même appellation que l'option. Les 7èmes complémentaires ne s'appuient pas sur un PF mais proposent des compléments à une ou plusieurs options de 6^e année.

4 - Uniquement pour modifications récentes - la date indique le début ou la fin en 3^e, en 5^e ou en 7^e selon le cas

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2018 modifiant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire et d'autres dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de nouveaux profils de certification au 1^{er} septembre 2017 constituant l'annexe IIbis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 'fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire'

Bruxelles, le 14 mars 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2018/40133]

14 MAART 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs en andere reglementaire bepalingen betreffende de uitvoering van nieuwe kwalificatieprofielen op 1 september 2017

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012;

Gelet op artikel 55, § 1, tweede lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals vervangen bij het decreet van 12 juli 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2003 houdende toepassing van artikel 18 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 2010 houdende maatregelen tot toepassing van de artikelen 55 en 342 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het advies gegeven door de Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs ingesteld bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs op 21 januari 2016 en 18 februari 2016;

Gelet op het advies gegeven door de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs ingesteld bij het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs op 27 januari 2016 en 24 mei 2017;

Gelet op de « gendertest » van 6 juli 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2017;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering, gesloten op 12 oktober 2017 ;

Gelet op het advies nr. 62.536/2 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de Franse versie van bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden

25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	CCPQ	2524	Technicien / Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile			
----	-----------------------	----	---	----	---	---	----	------	------	---	--	--	--

worden vervangen door :

25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	CCPQ	2524	Technicien / Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile			01/ 09/ 2017
25	Mécanique des moteurs	D3	7	TQ	R	L	id	SFMQ	2524	Technicien / Technicienne en maintenance et diagnostic auto- mobile		01/ 09/ 2017	

2° de woorden

32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	CCPQ	3226	Charpentier / Charpentière			
----	--------------	----	---	----	---	-----	----	------	------	-------------------------------	--	--	--

worden vervangen door :

32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	CCPQ	3226	Charpentier / Charpentière			01/ 09/ 2017
32	Construction	D3	7	PB	R	S-O	id	SFMQ	3226	Charpentier / Charpentière		01/ 09/ 2017	

3° de woorden

83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	CCPQ	8316		Patron coiffeur/ Patronne coiffeuse		
----	-----------------	----	---	----	---	---	----	------	------	--	--	--	--

worden vervangen door :

83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	CCPQ	8316		Patron coiffeur/ Patronne coiffeuse		01/ 09/ 2017
83	Soins de beauté	D3	7	PB	R	L	id	SFMQ	8326		Coiffeur/Coiffeuse manager	01/ 09/ 2017	

De inrichtingen die in 2016-2017 7BB « Kapper baas » georganiseerd hebben, zijn verplicht deze op 1 september 2017 te omvormen in de gegroepeerde basisoptie «Kapper manager» (7 BB). Deze verplichting is geen nieuwe vorming.

Art. 2. De bijlage IIbis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs wordt vervangen door de bijgevoerde tekst.

Art. 3. In de omvormingstabel van de gegroepeerde basisopties die oorspronkelijk aangenomen werden overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk III van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en die voortaan aangenomen worden overeenkomstig artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, opgenomen in bijlage IIIbis van hetzelfde besluit, worden de volgende woorden in de Franse versie toegevoegd :

Au 1^{er} septembre 2017 :

2	7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	SFMQ	<-	7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	CCPQ
3	7 PB Charpentier/Charpentière S-O	SFMQ	<-	7 PB Charpentier/Charpentière S-O	CCPQ
8	7 PB Coiffeur/Coiffeuse manager L	SFMQ	<-	7 PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L	CCPQ

Art. 4. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2003 houdende toepassing van artikel 18 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

worden de volgende woorden :

7 BB Kapper baas L	6 B Kapper
--------------------	------------

vervangen door :

7 BB Kapper baas L (tot 30/06/2017)	6 B Kapper
7 BB Kapper manager L (tot 01/09/2017)	6 B Kapper

Art. 5. In de Franse versie van bijlage I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 2010 houdende maatregelen tot toepassing van de artikelen 55 en 342 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière » worden vervangen door « Ouvrier jardinier/Ouvrière jardinière (jusqu'au 01/09/2017) » en door « Jardinier/Jardinière d'entretien (à partir du 01/09/2017) » ;

2° de woorden « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse » worden vervangen door « Ouvrier carreleur/Ouvrière carreleuse (jusqu'au 01/09/2017) » en « Carreleur/Carreleuse (à partir du 01/09/2017) » ;

3° de woorden

Hôtellerie- alimentation	Restauration	Commis/Commise de cuisine Commis/Commise de salle Commis/Commise de cuisine de collectivité
--------------------------	--------------	---

worden vervangen door :

Hôtellerie- alimentation	Restauration	Commis/Commise de cuisine Commis/Commise de salle Commis/Commise de cuisine de collectivité Agent/Agente de fabrication du secteur alimentaire
--------------------------	--------------	---

Art. 6. § 1. De inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs die in 2016-2017 de vorming « Arbeider tui-
nier » georganiseerd hebben, zijn verplicht deze op 1 september 2017 te omvormen in de vorming « Onderhoudstui-
nier ». Deze verplichting is geen nieuwe vorming en vereist geen indiening van een nieuw dossier voor de toelating
tot subsidies.

§ 2. De inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs die in 2016-2017 de vorming « Werkman tegelzet-
ter » georganiseerd hebben, zijn verplicht deze op 1 september 2017 te omvormen in de vorming « Tegelzetter ». Deze
verplichting is geen nieuwe vorming en vereist geen indiening van een nieuw dossier voor de toelating tot subsidies.

§ 3. De leerlingen die met hun vormingstraject onder de opschriften « Arbeider tuinier » en « Werkman tegelzetter »
vóór 1 september 2017 begonnen zijn, kunnen hun traject beëindigen onder deze opschriften en het overeenstemmende
specifieke kwalificatiegetuigschrift behalen.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Art. 8. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 maart 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs
M.-M. SCHYNS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/11726]

19 APRIL 2018. — Ordonnantie houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest,
het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de
Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen
het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de
verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerk-
stelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij,
Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld
in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord
tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met
betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot
arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de
normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse
arbeidskrachten.

Art. 3. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het
Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch
Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 april 2018.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk
Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden,
Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Open-
bare Netheid

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met
Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamen-
werking

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met
Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medi-
sche Hulp

D. GOSUIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11726]

19 AVRIL 2018. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de
coopération entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région
flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté
germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi
des autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi
que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs
étrangers (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous,
Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à
l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'État
fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de
Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la
coordination des politiques d'octroi des autorisations de travail et
d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et
au séjour des travailleurs étrangers.

Art. 3. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa
publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée
au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 avril 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial,
de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires
étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche
scientifique et de la Propreté publique

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la
Coopération au Développement

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et
l'Aide médicale urgente

D. GOSUIN